

disparaître. Or il ont confiance que le leur survivra. Mais ajoutent-ils, tout cela peut s'accomplir dans la paix. Comme M. Krouchtchev l'a dit au 20<sup>e</sup> congrès du parti à Moscou, paroles que d'autres dirigeants soviétiques ont répétées:

Rien n'est plus absurde que la fiction selon laquelle les gens sont forcés de s'engager dans la voie du communisme sous des pressions s'exerçant de l'extérieur. Nous avons confiance que les conceptions communistes triompheront. Il n'y a pas de "rideaux de fer" ou de barrières élevés par les bourgeois réactionnaires qui pourront empêcher leur diffusion chez des millions et d'autres millions encore de gens.

Voilà l'élément fabuleux et illusoire, c'est-à-dire que ces choses prennent naissance à l'intérieur, d'une façon pacifique et sans recours à la force. Nous savons tous cependant qu'aucun pays dans l'histoire n'est devenu communiste de par la volonté expresse du peuple. Chaque fois, on a recouru à la force, et c'est la force qui a été l'élément décisif. En février dernier M. Krouchtchev a vraiment laissé sortir le chat du sac lorsqu'il a écrit,— et certains de ses collègues se sont exprimés dans le même sens au dernier congrès du parti,—ce qui suit:

Bien entendu dans les pays où le capitalisme est encore puissant, et possède une énorme force militaire et policière, il est inévitable que les forces réactionnaires s'opposent énergiquement. Dans ces pays, la transition au socialisme comportera une lutte acharnée et révolutionnaire entre les classes.

Cela signifie, en somme, que le communisme aura recours à la force lorsqu'il le jugera nécessaire et, s'il en est capable, en vue de détruire la démocratie parlementaire et d'établir la dictature du parti communiste. De fait, la nouvelle attitude de Moscou est exactement la même qu'il y a quelques années lorsque Staline a déclaré que les partis communistes seraient très heureux d'arriver au pouvoir par des moyens parlementaires, pacifiques, qu'ils emploieraient la force au besoin, mais que, de toute façon, ils s'empareraient pacifiquement du pouvoir pour les mêmes fins que s'ils s'en étaient emparés par la force.

A ce sujet voici ce qui intéresse le Canada et les autres pays. Cette affirmation signifie-t-elle que Moscou est encore disposée et tient encore à aider tous les partis communistes étrangers dans leurs plans révolutionnaires, dans leur détermination de renverser le gouvernement parlementaire libre? A mon avis, monsieur le président, c'est là le nœud de la question et c'est par là que nous pourrions juger de la sincérité des Soviétiques. C'est à eux de nous démontrer qu'ils ne veulent plus susciter une révolution internationale. Je ne m'attends pas, et aucun honorable député non plus je pense, que les gens de Moscou et d'ailleurs abandonnent leurs idées révolu-

tionnaires. Ce serait sans doute trop attendre d'eux. Toutefois, nous pouvons nous attendre et, en vérité, nous pouvons demander avec instance comme témoignage de leur bonne foi, qu'ils montrent qu'ils ne se mêlent pas de nos affaires intérieures. Nous n'avons à ce sujet aucune assurance ni ici ni ailleurs. Passant maintenant à un autre aspect de la politique soviétique, avons-nous quelque raison de croire que la Russie a abandonné ou négligé de quelque manière ce qui est depuis quelques années son premier objectif, l'affaiblissement ou la destruction de l'OTAN? Cet organisme est encore la cible principale des attaques soviétiques et c'est le plus grand hommage qu'on puisse rendre à sa valeur et à sa puissance. Certes, cela doit nous engager à maintenir cette force.

Quant à l'aspect militaire du problème, il se peut fort bien qu'à cause de nouveaux événements d'ordre politique et d'ordre stratégique il y ait lieu de réviser les plans et le programme de défense de l'OTAN. Une certaine révision des plans et de la stratégie peut même s'imposer pour répondre à la situation nouvelle. Toutefois, cela ne doit pas mener à un affaiblissement du rôle préventif que jouent les forces de défense de l'OTAN.

En outre, il importe, monsieur le président, il est même essentiel que cette révision et tous les changements qui pourraient en découler, se produisent à l'intérieur des cadres de l'OTAN et découlent de discussions et d'ententes collectives. Des décisions unilatérales, sans de telles discussions et ententes, affaibliraient et même pourraient détruire l'OTAN. Nous devons donc travailler ensemble en tant que membres de cette coalition si nous voulons en préserver l'unité et la force. C'est l'essence même du concept de l'OTAN, et sans cela l'OTAN ne durerait pas bien longtemps. Et pourtant, ce genre de collaboration étroite et permanente peut se révéler plus difficile maintenant qu'auparavant au sein de l'OTAN, du fait que la crainte d'une agression militaire de grande envergure contre l'Europe de l'Ouest semble avoir diminué; c'est l'un des dangers qui nous menacent. C'est également pourquoi, monsieur le président, les aspects non militaires de cette collaboration prennent de plus en plus d'importance. Je dirais même que cette forme de collaboration, et je crois que nous commençons à le reconnaître de plus en plus, est un important facteur de la défense collective dans la nouvelle situation.

J'espère que le comité de trois membres qui a été établi par l'OTAN parviendra à faire des recommandations dans ce domaine qui consolideront ce côté-ci de l'OTAN. Ce comité espère terminer ses travaux et soumettre son rapport en octobre.